L'activité politique des catholiques dans l'Espagne d'aujourd'hui

José Luis Illanes

EXTRAIT

STUDI CATTOLICI

Année IV — Rome, mars-avril 1960 — n. 17

Biblioteca Virtual Josemaría Escrivá de Balaguer y Opus Dei

La situation politique espagnole de l'année 1939 est déterminée par le triomphe du général Franco sur le gouvernement socialiste-communiste. Elle constitue le point final de la tragédie politique, sociale et religieuse que fut la II[e] république espagnole, née en 1931. C'est pourquoi, si nous voulons mieux comprendre l'activité des catholiques pendant les vingt dernières années, nous devons nous reporter, ne fût-ce qu'en passant, à cette situation et à leur action pendant les années qui ont précédé immédiatement la guerre civile.

La seconde République.

L'Espagne a toujours été un pays catholique; et pas seulement parce que ses gouvernements l'ont déclaré tel depuis le XV[e] siècle, au moment où le pays trouva son unité nationale, ni même parce que les cérémonies officielles qui manifestent cette foi sont fréquentes. Ce sont là des détails importants, certes, mais secondaires; l'Espagne est catholique parce que l'immense majorité de sa population (99,5 %) est catholique et parce que le catholicisme est profondément enraciné dans la structure sociale du pays. Et c'est pour cette raison précisément qu'aucun régime n'est viable en Espagne s'il ne tient pas compte de ce caractère catholique de la nation. Ainsi l'ont compris en 1931 les dirigeants républicains eux-mêmes, et en particulier Niceto Alcalá Zamora, le premier président de la République, lorsqu'il proclama « une République avec des évêques, qui compterait les grands saints espagnols parmi les gloires nationales ».

La Hiérarchie espagnole de l'Église était dès les débuts disposée à reconnaître et accepter la légalité de la République constituée le 14 avril 1931. Beaucoup de catholiques militants inclinaient également à accepter sans réserve le nouveau régime (les mouvements contraires se rencontrent dans le carlisme et parmi les monarchistes d'Action espagnole). Une grande partie des catholiques favorables se groupa dans la C.E.D.A. (Confédération espagnole de la Droite autonome), dont le chef était Gil Robles; c'étaient, dans leur majorité, des hommes formés dans les Associations de fidèles telles que l'Action catholique et l'Association catholique nationale des Propagandistes (A.C.N. de P.) (1). Cette attitude était une conséquence logique des circonstances; elle fut préparée par la campagne menée durant les derniers temps de la monarchie au sein de l'A.C.N. de P. pour la défense de la doctrine sur l'indifférence ou l'accidentalité des formes concrètes de gouvernement.

L'évolution politique de la République motiva pourtant bien vite un changement total du panorama initial. Le nouveau régime était incapable de maintenir l'ordre public violé par les excès anarchistes et communistes; il ne pouvait créer une ambiance démocratique de liberté et de concorde. « La paix, facteur indispensable pour que l'Espagne puisse espérer construire cet État fort que la nation attendait, fut détruite » : ce sont les paroles de Salvador de Madariaga se référant aux violences de la République (*Storia della Spagna, Capelli*, 1957, p. 36).

Cette incapacité du régime à garantir les libertés des citoyens motiva une série de mesures aussi draconiennes qu'inefficaces. La « Loi pour la défense de la République » — promulguée six mois après l'instauration du régime — et la « Loi de l'ordre public » faisaient du gou-

Biblioteca Virtual Josemaría Escrivá de Balaguer y Opus Dei

guerre signifiait; c'est d'ailleurs un phénomène fréquent dans l'histoire : les intentions et les premiers élans sont souvent plus élevés que les réalisations qui leur succèdent. De toute façon, les catholiques étaient en général solidaires de la nouvelle situation lorsque cet ordre politique fut instauré; la conduite sectaire et antireligieuse de la République ne pouvait justifier une attitude différente, c'est pourquoi des personnalités catholiques de premier plan participaient au gouvernement.

Dans l'exaltation de l'après-guerre, l'armée et la Phalange étaient toutefois hostiles et réservées à l'égard des catholiques qui avaient auparavant accepté le régime républicain. Ainsi s'explique le fait que les catholiques qui venaient de la C.E.D.A. ou d'autres organisations politiques existant sous la République n'apparaissent pas, au début, dans les charges de ministres. Les catholiques militants font partie du gouvernement en tant que phalangistes — par exemple Pedro Gamero del Castillo, membre de la A.C.N. de P. — ou bien en tant que « carlistes » — le comte Rodezno et Esteban Bilbao, par exemple. Appartenant au groupe du journal *El Debate*, nous rencontrons, entre autres, José Larraz en qualité de spécialiste financier. Le ministère de l'Éducation nationale est détenu par José Ibañez Martin, de l'Association catholique nationale des Propagandistes. Par contre les catholiques sont nombreux, dès le début du nouvel État, aux divers échelons de l'administration : ils viennent de toutes les tendances, spécialement de la A.C.N. de P., et occupent des postes de sous-secrétaires, de directeurs généraux, de gouverneurs civils, de maires, etc. Nous trouvons ainsi, dès 1939, des hommes comme Enrique Calabia (sous-secrétaire des Finances), Maximo Cuervo (Direction générale des Prisons), Gimenez Arnau (Direction générale de la Presse), Mariano Puigdollers (Direction générale des Affaires ecclésiastiques), etc.

Durant les années qui suivent 1939, on note, d'une part une certaine opposition au régime de Franco, provenant de catholiques membres du « carlisme » ou de quelques groupes monarchistes libéraux mécontents parce que l'évolution politique ne s'orientait pas dans le sens qu'ils désiraient. D'autre part, la situation internationale créée en 1945 poussait le général Franco à chercher davantage encore la collaboration des catholiques qui avaient travaillé activement dans la République. L'opposition des militaires et des phalangistes contre ces derniers et contre les organisations politiques dont ils provenaient s'était d'ailleurs atténuée fortement en 1945.

La nomination d'Alberto Martin Artajo, alors président de l'Action catholique, au ministère des Affaires étrangères, représente un pas décisif dans le sens de cette collaboration plus large. Nous avons dit que les hommes formés dans les rangs de l'Association catholique nationale des Propagandistes travaillaient déjà dans le ministère de l'Éducation nationale et dans d'autres ministères; ils étendirent leur collaboration aux ambassades et à d'autres départements du gouvernement. Nous y trouvons des personnalités catholiques bien connues, tels que Fernández Ladreda, ministre des Travaux publics, Ortiz Muñoz, sous-secrétaire de l'Éducation populaire, Tomás Cerro et Pedro Rocamora, directeurs généraux de la Propagande et de la Presse, etc.

C'est dans cette ambiance de collaboration intime entre les démocrates chrétiens et le régime, que se célébra en Espagne, en mai et juin 1946, le congrès de Pax Romana, l'organisation internationale des intellectuels catholiques. Le président, Joaquin Ruiz Jiménez, commença alors une éblouissante carrière politique : il fut nommé, cette même année, président de l'Institut de Culture Hispanique, puis ambassadeur d'Espagne près le Saint-Siège en 1948 et finalement ministre de l'Éducation nationale en 1951.

En février 1956, l'agitation de groupes d'étudiants libéraux et monarchistes, ainsi que le mécontentement de la Phalange et la réaction des militaires ouvrit une crise gouvernementale. Joaquin Ruiz Jiménez abandonne le gouvernement à la suite de cette crise le 16 février 1956. Une année plus tard, une seconde crise ministérielle provoque la destitution d'Alberto Martin Artajo du ministère des Affaires étrangères. D'autres catholiques provenant des mêmes Associations prendront toutefois part au nouveau gouvernement, par exemple l'actuel ministres des Affaires étrangères, ancien ambassadeur d'Espagne près le Saint-Siège, Fernando María Castiella; cette dernière ambassade fut occupée par Francisco Gómez del Llano, lui aussi membre de l'A.C.N. de P. et ancien ministre des Finances. Des hommes formés dans d'autres associations de fidèles font également leur apparition dans le gouvernement; par exemple Alberto Ullastres, professeur de l'Université de Madrid et expert en économie, membre de l'*Opus Dei* et promoteur, avec le ministre des Finances Mariano Navarro, de l'actuel plan espagnol de stabilisation économique.

Quelques considérations générales.

En considérant les diverses formations ministérielles qui se sont succédé en Espagne ces

Biblioteca Virtual Josemaría Escrivá de Balaguer y Opus Dei

vingt dernières années, nous constatons la présence active des catholiques comme un fait constant, de même que des catholiques avaient auparavant collaboré avec la seconde République par amour de la Patrie et de l'Église dont les droits étaient en jeu.

Ces catholiques qui font, ou faisaient partie du gouvernement ou qui occupent des charges publiques importantes dans la vie espagnole proviennent des Associations de fidèles les plus diverses : de l'Action catholique, de l'Association nationale des Propagandistes inspirée par D. Angel Herrera, évêque de Malaga, des Congrégations Marianes (4), de quelques Tiers Ordres, de l'*Opus Dei* (5), etc.

Il est normal que les choses soient ainsi. Les catholiques cherchent à intervenir avec décision dans la vie publique de beaucoup de nations, en accord avec les exhortations répétées des Pontifes Romains. Il s'agit là d'un devoir de charité sociale, souvent ingrat et malaisé (ne pensons qu'aux vicissitudes de la politique italienne ou française); il s'agit en plus d'un droit qu'on ne peut pas négliger, particulièrement lorsque le danger de l'abstentionnisme pourrait favoriser le jeu politique de ceux qui cherchent le pouvoir avec des intentions moins droites (6).

Mais dans le cas de l'Espagne, ce danger réel — aussi réel qu'en Italie, en France, en Allemagne et dans n'importe quel pays — ne suffit pas à expliquer cette présence catholique : il faut également considérer le fait que l'immense majorité de la population est catholique, et qu'une grande part des hommes professionnellement et spirituellement aptes à occuper des charges et des responsabilités publiques appartiennent aux associations catholiques que nous avons citées. Nous connaissons toutes les conséquences des extrémismes de gauche et de droite qui, à notre époque, ont affligé maints pays d'Europe; nous pouvons donc imaginer ce qui serait arrivé à l'Espagne si les catholiques militants avaient déserté en masse la vie publique du pays, simplement par peur de se compromettre, ou d'être accusés plus tard de « collaborateurs », ou tout simplement pour ne pas brûler leurs énergies et leur prestige dans des circonstances politiques qui n'avaient rien de facile. Un tel geste aurait laissé la voie libre à n'importe quelle minorité extrémiste et à une idéologie probablement peu conciliable avec les intérêts de la nation et de l'Église.

Pour ces raisons, la présence de catholiques militants dans les différents gouvernements qui se sont succédé dans le régime du général Franco a toujours été approuvée par la Hiérarchie. Ainsi, lorsque le ministre des Affaires étrangères Martin Artajo abandonna le gouvernement, le cardinal primat d'Espagne, Pla y Deniel, rappela publiquement que l'action politique de l'ex-président de l'Action catholique avait eu son plein consentement (cf. Lettre du Cardinal-Archevêque de Tolède à Alberto Martin Artajo, *Bulletin de la A.C.N. de P.*, 15 avril 1957).

Il convient toutefois de rappeler, afin d'éviter toute confusion ou généralisation si souvent néfastes à la compréhension des réalités complexes de l'Espagne, que la Hiérarchie de l'Église aussi bien que les Associations de fidèles en cause ont manifesté à plusieurs reprises leur complète indépendance à l'égard de toute opinion personnelle ou de la manière d'agir concrète que ces hommes peuvent adopter dans l'exercice des fonctions publiques auxquelles ils sont appelés. Cette distinction n'est pas seulement théorique; elle n'est pas proclamée uniquement sur le terrain des principes doctrinaux pour distinguer le domaine religieux du profane et les fins spirituelles des fins temporelles; elle est pratique et se manifeste devant des faits et des problèmes concrets. Ainsi s'explique qu'au moment où un membre de la A.C.N. de P., Luis Ortiz Muñoz, contrôlait la censure espagnole, le journal d'Action catholique *Ecclesia* ait publié un éditorial critiquant le régime de censure alors en vigueur en Espagne. Ce fut à l'occasion du Congrès international de la Presse catholique à Rome, en 1950, et beaucoup d'autres cas de ce genre pourraient être cités, au sujet de problèmes de l'enseignement, de questions syndicales, etc. (7).

Tout en sauvegardant cette indépendance, la Hiérarchie et les diverses Associations de fidèles ont toujours jugé qu'il n'y avait aucune raison pour interdire à leurs membres la collaboration avec l'actuel régime espagnol. Cette conduite est fondée sur la doctrine de S. S. Léon XIII et exposée dans la Lettre encyclique *Libertas* au sujet de l'indifférence des formes de gouvernement et sur l'action publique des catholiques; on y lit : « Prendre part à l'administration des affaires publiques est honnête, à moins que les conditions spéciales du temps n'exigent autre chose; plus encore : l'Église approuve que chacun coopère au bien commun et défende, conserve et fasse prospérer l'État selon ses moyens. » Nous citerons également l'*Osservatore Romano* du 30 juillet 1959, qui réaffirma cette doctrine en se référant précisément au cas de l'Espagne. Rappelons également que la Hiérarchie de l'Église avait déjà suivi cette doctrine en 1931, lorsqu'elle conseilla aux catholiques de collaborer avec la République; elle ne vint à rompre cette collaboration qu'au moment où le gouvernement républicain démontrait que son régime était incapable de maintenir l'ordre public et de respecter et faire respecter les droits de l'Église et des citoyens.

Les nombreux catholiques qui décident d'ac-

Biblioteca Virtual Josemaría Escrivá de Balaguer y Opus Dei

cepter des charges publiques dans le régime de Franco le font donc en pleine liberté, consciemment, et avec la sûreté d'agir selon leurs droits, d'une manière légitime et morale. Ils savent parfaitement que le régime a des défauts, mais ils savent également que leur intervention dans les affaires publiques est le meilleur moyen de les corriger.

On ne peut d'ailleurs nier que l'Espagne ne soit redevable de bienfaits certains à Franco, comme aux forces qui l'ont appuyé — il suffit de rappeler les années sombres de la seconde République pour s'en rendre compte. Le pays s'est arraché à l'anarchie et a trouvé l'ordre et l'unité; il a joui d'une époque de paix sociale de plus de vingt ans, chose qu'il n'a pas connue depuis plus de cent cinquante ans; il a conservé la paix et la neutralité durant la dernière guerre mondiale, malgré les pressions et insinuations de toute part, spécialement de Hitler; il a échappé au rôle de « cobaye » sur la voie de l'établissement du marxisme en Europe occidentale, rôle que Lénine et Staline lui avaient assigné explicitement. Ajoutons à cela la sauvegarde des droits et des libertés de l'Église, chose qu'on ne peut oublier lorsqu'on parle de l'activité des catholiques dans la politique. Il suffit de penser au caractère et aux clauses du Concordat signé en 1953 et à la floraison d'une intense vie chrétienne dans toute la nation (8).

Pour résumer ce que nous venons de dire, nous pourrons nous servir d'une image de l'écrivain anglais Arnold Lunn en l'appliquant à l'activité des catholiques espagnols dans la vie publique : se référant précisément à la guerre civile espagnole, et pour expliquer son attitude favorable envers l'Espagne nationale, il dit que lorsqu'un homme a 70 % de raisons en sa faveur (et il pense à Franco), il se met de son côté et cherche ensuite à corriger le 30 % restant qui ne peut pas le convaincre (*And yet so new*, Sheed and Ward, Londres et New-York p. 117).

D'autres attitudes des catholiques.

Nous avons parlé jusqu'à présent des raisons qui ont amené beaucoup de catholiques à collaborer avec le régime espagnol actuel. Nous allons voir maintenant les raisons de ceux qui ont cru devoir adopter une attitude contraire.

Ces hommes proviennent eux aussi des tendances politiques les plus diverses et appartiennent à toutes les Associations de fidèles que nous avons signalées (l'Action catholique, l'Association catholique nationale des Propagandistes, les Congrégations Mariales, l'*Opus Dei*, etc.). A eux aussi s'appliquent les considérations générales sur l'indépendance de la Hiérarchie et des Associations de toute opinion ou activité concrète qu'ils développent : eux aussi sont personnellement responsables de leur attitude d'abstention face au régime de Franco, en raison de la même liberté légitime que la doctrine de l'Église leur assure.

Le but du présent article nous dispense de décrire en détail les diverses tendances qui maintiennent cette attitude. Ce serait d'ailleurs une tâche fort difficile : le jeu naturel des associations politiques est inexistant ou au moins fort restreint en Espagne; ces associations ont donc une vitalité réduite et peu d'efficacité concrète. La discipline interne des groupes est pratiquement impossible, et ces associations tendent à se perdre en petits groupes et équipes, souvent de signification exclusivement personnelle. Il faut ajouter une autre circonstance particulièrement importante et qui est la seule capable d'expliquer les frontières très imprécises entre l'attitude d'appui et celle d'opposition au régime actuel de la part des catholiques. La plupart de ces groupes ou de ces personnes ont changé d'attitude, une ou plusieurs fois au long de ces vingt années, pour des raisons de changements ministériels internes ou à cause de la situation politique internationale. Les uns ont passé à l'opposition après une période de collaboration, d'autres ont fait l'inverse, et seulement quelques-uns — un petit nombre de toute façon — ont maintenu une conduite uniforme, refusant au régime leur collaboration dès les débuts.

Tous ces facteurs font que la tâche de tracer l'histoire de l'opposition en Espagne est presque impossible. Il suffira de dire qu'on y trouve des catholiques de toutes les tendances et, comme nous l'avons dit, provenant de toutes les Associations de fidèles mentionnées : depuis les monarchistes libéraux de l'Union espagnole, dont le noyau fondamental est constitué autour du groupe de Joaquin Satrustegui, jusqu'à des membres de l'ancienne C.E.D.A. et des intellectuels réunis autour de Gil Robles ou de Giménez Fernandez; et depuis les monarchistes traditionalistes jusqu'aux phalangistes et aux républicains de tendance conservatrice.

Il peut être utile d'analyser les raisons qui justifient cette attitude d'opposition. L'idée centrale en est une perception très aiguë des défauts du présent régime espagnol; en premier lieu le fait que le régime de Franco est, en dernière instance, une forme de pouvoir personnel. Le but de la guerre civile n'avait pas été l'instauration d'une dictature, mais le rétablissement d'un régime qui permettrait ce que la II[e] République avait été incapable d'assurer :

Biblioteca Virtual Josemaría Escrivá de Balaguer y Opus Dei

la coexistence pacifique de tous les Espagnols. La concentration des pouvoirs fut nécessaire durant la guerre et même dans l'immédiat après-guerre, mais elle s'est prolongée trop longtemps. Le résultat en est que l'Espagne est gouvernée par un régime auquel manquent les institutions vitales, de sorte que la seule garantie de permanence et de stabilité est la vie d'un homme : Franco. Et, avec cette première conséquence du pouvoir personnel — le manque d'une base d'institutions — nous en trouvons simultanément une seconde, inévitable elle aussi : la diminution des libertés individuelles.

D'autres défauts, conséquences des deux principaux que nous venons de signaler, sont le manque d'une juste liberté de presse et d'information, le manque d'intérêt politique du pays, l'abîme qui existe, selon certains, entre la promulgation d'une législation sociale avancée et le manque de rigueur dans son application, etc.

Pour reprendre l'image d'Arnold Lunn, nous dirons que selon les catholiques dont nous venons de parler, l'existence de ce 30 % d'éléments inacceptables corrompt l'ensemble et rend toute collaboration avec le gouvernement non acceptable. L'on comprend facilement que dans cette attitude globale il y ait place pour toutes les nuances, depuis un simple abstentionnisme jusqu'à l'opposition radicale, en passant par l'opposition relative ou la critique d'un ou de plusieurs aspects concrets que nous avons signalés.

Réflexions finales.

Ce que nous avons dit jusqu'à présent nous permet d'arriver à quelques conclusions et idées qui serviront de résumé. La première de ces idées pourrait être la considération des conditions spéciales de la situation espagnole, qui n'a pas toujours été bien comprise, particulièrement en raison de l'insuffisante mise en valeur des précédents — nous nous référons surtout à l'échec démocratique de la IIe République; une autre circonstance, non moins importante pour comprendre cette situation, fut l'isolement politique et économique décidé par l'O.N.U. en 1945 sous l'instigation de la Russie et qui coupa l'Espagne du reste des pays occidentaux. Ne pas tenir compte de ces particularités, oublier les circonstances sociales qui donnaient naissance à l'instauration du régime actuel, peut conduire à des jugements peu exacts au sujet des réalités espagnoles. Cela est plus évident encore si nous considérons les campagnes d'une partie de la presse — la presse radicale et socialiste-communiste —, tendant systématiquement à défigurer la vérité sur l'Espagne, moyennant des informations tantôt tendancieuses (en taisant les aspects positifs pour exagérer les aspects négatifs), tantôt totalement fausses. Une étude tant soit peu profonde de la forme, des lieux, de la terminologie et de la tendance politique des publications qui mettent de telles nouvelles et commentaires en circulation conduit au résultat que ces campagnes naissent presque toujours dans des ambiances marxistes.

Il n'est même pas difficile de trouver la solution au problème de financement de telles campagnes : il suffit de penser à l'or que le gouvernement socialiste-communiste emporta en Russie, en France et au Mexique, et à la réserve de l'État que le ministre des Finances, Juan Negrin, fit embarquer à Carthagène, le 25 octobre 1936, vers Odessa, réserve qui à elle seule représentait 7.800 caisses d'or équivalentes à cette époque à 63.265.684 livres sterling. (Cf. Madariaga, *op. cit.*, p. 507). Il est lamentable que quelques catholiques se soient parfois fait les échos de ces campagnes, répétant par écrit et oralement (nous nous efforçons de penser que ce fut de bonne foi) qu'en Espagne, la Hiérarchie de l'Église, le clergé, l'Action catholique, l'*Opus Dei*, etc., font de la politique — ou pis encore, de la politique « antisociale », médiévaliste, etc.

Comme nous l'avons dit, cet ensemble de facteurs peut mener et mène de fait à des jugements non conformes à la réalité de la situation espagnole. Pour cette raison, il est facile de trouver les critiques contre le régime espagnol et contre le gouvernement de Franco, qui le taxent de « régime totalitaire et tyrannique », chose évidemment exagérée. Dire qu'il s'agit d'un régime autoritaire, du type « paternaliste », qui se caractérise par la concentration d'une grande masse de pouvoir dans les mains d'une seule personne, mais qui ne se fonde ni sur la terreur, ni sur la contrainte des consciences, sera juger plus objectivement et en accord avec la réalité.

Il existe en Espagne une grande liberté de critique individuelle, à tel point qu'on peut dire que la critique des réunions au café, des rencontres privées constitue un caractère typique de la vie politique espagnole. Eisenhower commenta à ce propos, en parlant de ses expériences lors de son passage en Espagne : « Je n'ai pas trouvé de peur en Espagne; tous ceux que j'ai rencontrés m'ont parlé librement » (*Newsweek*, 22 janvier 1960). Ce jugement est diamétralement opposé à la propagande qui qualifie l'Espagne et son régime de « tyrannie politique » et de « régime de persécution ». Cette terminologie est mise en circulation ou

Biblioteca Virtual Josemaría Escrivá de Balaguer y Opus Dei

répétée par ceux qui oublient trop facilement que le véritable régime persécuteur et brutalement antidémocratique et anticatholique est celui des pays communistes.

Il est un fait que tout régime de pouvoir personnel est particulièrement exposé à l'arbitraire et aux excès, et ceci, bien que celui qui détient le pouvoir gouverne avec une indiscutable rectitude d'intentions. Cet arbitraire et ces excès n'ont pas manqué dans l'Espagne de Franco. Mais la manière dont ils ont été souvent commentés par la presse est pour le moins exagérée, spécialement si on tient compte des faits similaires qui se sont produits et se produisent même dans des pays qui ont une longue tradition démocratique et parlementaire à leur actif. Citons simplement ce qu'un lecteur anglais a écrit récemment au *Guardian* de Manchester (28 janvier 1960) au sujet de la campagne organisée par le député libéral M. Jeremy Thorpe contre la détention de quelques Espagnols accusés d'activités politiques subversives : « Il est juste que nous censurions n'importe quel pays qui nie des droits à ses citoyens, mais il me semble que nous devrions auparavant mettre notre propre maison en ordre. En Irlande du Nord, cent soixante personnes sont encore détenues sans procès depuis trois ans. Le fait est que le gouvernement de l'Irlande du Nord a renié la section de la Déclaration des Droits de l'Homme qui est en cause, sous prétexte que la situation exigeait des pouvoirs spéciaux. M. Jeremy Thorpe ferait peut-être bien d'aller en Irlande du Nord, au lieu de vouloir entrer en Espagne. » La réalité prouve que les détenus dans les prisons espagnoles représentent une proportion de 51,49 par cent mille habitants; seuls les pourcentages de deux pays européens : la Hollande et le Danemark, sont inférieurs.

L'absence de liberté de critique contre le gouvernement, exercée depuis les organes de l'opinion publique, est pourtant incontestable dans l'Espagne actuelle; mais nous insistons sur le point que ce n'est pas en raison de la « terreur » ou de la « tyrannie policière ». Pour cette raison même, l'opinion publique du pays est anémique, manque de vitalité, et se désintéresse généralement des décision d'un État qui ne s'informe pas dûment de la volonté et des opinions du peuple; d'un État, disons-le, qui voit dans la correction et dans la critique non pas une aide, mais un obstacle aux tâches du gouvernement.

Mais il existe au-dessus de ce que nous venons de dire un défaut plus radical, qui constitue le reproche principal de la grande majorité des Espagnols contre le régime actuel : c'est de ne pas avoir prévu et disposé de manière efficace sa succession. Il n'a pas su assurer suffisamment la transmission du pouvoir personnel à des formes fondées sur des institutions plus stables, capables d'assurer la permanence des réalisations positives et d'harmoniser en même temps les deux principes nécessaires de l'autorité et de la liberté.

Les Espagnols ont en commun ce désir de voir le régime actuel évoluer jusqu'à ce que l'Espagne soit organisée selon des formules plus démocratiques. Ces formules devront être particulières et caractéristiques — elles devront tenir compte des traditions espagnoles et les respecter — comme l'organisation politique italienne est différente de l'organisation politique américaine, et celle-ci de l'organisation politique allemande ou de l'organisation politique anglaise, etc.; mais elles devront réaliser dans tous les cas ce fondement essentiel qu'on désigne sous le nom de démocratie.

A ce propos, il ne sera pas superflu d'expliquer une façon de parler de certains Espagnols qui pourrait donner lieu à des équivoques et à des malentendus entre les catholiques espagnols et ceux d'autres pays : nous pensons précisément au terme *démocratie*. Devant l'usage et l'abus de ce mot, qu'on a appliqué même aux régimes communistes (les « démocraties populaires ») de triste mémoire en Espagne, certains catholiques espagnols lui refusent le sens qu'on lui donne fréquemment en d'autres pays. Ils pensent qu'on commet souvent de véritables actes répressifs et même tyranniques contre une nation et contre l'Église, sous prétexte de sauvegarder la « Démocratie ». Il peut donc arriver qu'un catholique espagnol et un catholique italien par exemple fassent usage de terminologies différentes même s'ils veulent signifier la même chose : un régime d'institutions dans lequel l'État est soumis aux lois et où l'on respecte la libre opinion des citoyens et leur participation directe dans les affaires gouvernementales.

Face à cette unité de but qui rassemble l'immense majorité des catholiques espagnols — celui d'assurer les réalisations positives du régime actuel, de remédier à ses défauts et de garantir son évolution vers une forme de gouvernement démocratique —; face à cette unité de but, comme nous venons de le dire, on trouve dans la vie pratique la disparité de moyens : les uns y aspirent depuis la position peu commode de l'opposition, et les autres depuis celle non moins malaisée de la collaboration et de la critique positive et constructive.

En toute logique, le lecteur se demandera : « Mais Franco comprend-il la nécessité d'une telle évolution et la désire-t-il ? » Cette question ne permet pas une réponse facile, en dépit des apparences qui pourraient parler dans l'un ou l'autre sens. Beaucoup de catholiques confient qu'il en sera ainsi et le désirent vivement pour le bien de la nation et même de l'Église. C'est

Biblioteca Virtual Josemaría Escrivá de Balaguer y Opus Dei

toutefois une confiance qui ne se fonde que sur la rectitude d'intention et sur l'ampleur de vues d'un homme.

Quoi qu'il en soit, les catholiques espagnols, y compris ceux d'opposition au régime, ne sont pas favorables aux voies de la violence. Ils aspirent à réaliser l'évolution du régime par des chemins pacifiques afin d'éviter le retour d'une situation anarchique semblable à celle qui motiva le début de la guerre civile, ce qui serait tragique et grotesque à la fois.

Ceux qui sont en faveur de la violence se trouvent dans l'opposition extérieure, avec ceux qui ont abandonné l'Espagne à la suite de la défaite du gouvernement socialiste-communiste. L'organe des communistes exilés *CNT*, édité à Toulouse, a écrit le 3 janvier 1960 : « L'incendie général de tous les couvents sera de nouveau nécessaire comme mesure urgente d'hygiène. Le feu dans les mains du peuple a été d'étape en étape l'unique élément purificateur. » Ce sont des positions extrémistes, soutenues par la plus pure et la plus brutale orthodoxie révolutionnaire et marxiste; elles n'hésitent pas à choisir la ruine de la nation comme un pas préliminaire nécessaire à l'instauration de leur pouvoir.

Nous espérons avoir suffisamment éclairé, au moins en lignes générales, l'attitude des diverses positions que les catholiques espagnols ont adoptée durant ces vingt dernières années, et ce que chacune d'elles implique.

L'Espagne a accusé elle aussi cette circonstance commune à beaucoup d'autres nations : les catholiques sont devenus conscients de leurs droits et de leur devoir de s'intéresser activement aux problèmes de la vie publique. Et c'est là un fait qui doit réconforter et unir tous les catholiques, espagnols ou non, par-dessus les possibles divergences d'opinion et d'attitudes politiques concrètes; parce que le pape Léon XIII a dit dans la Lettre Encyclique *Immortale Dei* : « Lorsqu'on discute sur des thèmes exclusivement politiques, sur la meilleure forme de gouvernement, sur telle ou telle manière de constituer les États, alors il pourra y avoir une honnête diversité d'opinions. Il va par conséquent contre la justice d'accuser des personnes d'une faute grave parce qu'elles pensent autrement sur les thèmes que nous avons indiqués, si leur piété est par ailleurs connue et qu'elles sont disposées à suivre les enseignements du Siège Apostolique. »

On peut affirmer par ailleurs que les catholiques, unis sur cette base et dans ces préoccupations, joueront une influence décisive dans la manière d'affronter et de résoudre les problèmes nationaux, et ceci quelle que soit la forme de gouvernement qui succédera au régime du général Franco.

Nous avons parlé de préoccupations communes, de diversités de nuances et d'unité des principes essentiels. Ce sont là les caractéristiques qui, à ce qui nous semble, devront guider plus clairement encore que par le passé toute l'action publique des catholiques en Espagne. Une grande variété de nuances, mais une unité indestructible dans les postulats doctrinaux et à l'heure des grandes décisions pratiques. Et cette unité ne suppose, ni n'exige en principe, que tous les catholiques s'unissent en un seul parti ou mouvement politique, précisément parce que l'Église n'est pas un parti et ne pourra jamais l'être.

José Luis Illanes Maestre.

---

(1) L'Association catholique nationale des Propagandistes fut fondée en 1929 par le P. Angel Ayala, S.J., dans le but d'intensifier la diffusion de la doctrine catholique. L'activité intelligente et tenace de son premier président, Angel Herrera Oria, qui dirigea les destinées de l'Association durant les 26 premières années, stimula beaucoup son développement.

D. Angel Herrera reçu l'ordination sacerdotale en 1940; en 1947 il fut consacré évêque de Malaga; en 1949 il fut désigné conseiller national de la A.C.N. de P., mais son état de santé l'obligea à renoncer à cette charge en 1955. Il est actuellement encore président de l'*Editorial Catolica*, tandis que Mgr Laureano Castan, évêque auxiliaire de Tarragona, est le nouveau conseiller de la A.C.N. de P.

(2) Pour ne donner qu'une idée fragmentaire de l'ampleur des mesures mentionnées, nous citerons une liste incomplète des mesures prises dans ce sens entre les mois de mai 1931 et août 1932. Durant ces mois, les journaux suivants furent suspendus : à Madrid, *A.B.C.*, *El Debate*, *Informaciones*, *Diario Universal*, *El Siglo Futuro* et *La Nacion*; à Alava : *Heraldo Alavés*; à Albacete : *El Diario de Albacete*; à Alicante, *El Dia*, *La Gaceta de Levante*, *Patria*, *El Pueblo Obrero* et *La Voz del Pueblo*; à Almeria, *La Independencia*, *Diario de Almeria* et *Heraldo de Almeria*; à Avila, *El Diario de Avila*; dans les îles Baléares, *El Luchador*; à Barcelone, *El Correo Catalan*; à Burgos, *El Castellano* et *A.B.C.*; à Caceres, *Extremadura* et *El Faro de Extremadura*; à Cadiz, *Nuestro Tiempo*, *Diario de Jerez*, *Claridad*, *La Informacion* et *Regeneracion*. La liste pourrait être prolongée indéfiniment avec les journaux et revues suspendues dans les villes de Ciudad Real, Cordoba, Granada, La Coruña, Leon, Murcia, Oviedo, Segovia, Sevilla, Valencia, Valladolid, Zamora, et Zaragoza.

(3) Non seulement l'opinion publique mondiale, mais même certains milieux catholiques d'autres pays ignoraient le martyre de ces milliers de personnes, comme on ignore ou oublie aujourd'hui facilement le martyre de tant de prêtres et de fidèles dans les pays communistes. Il y eut même

Biblioteca Virtual Josemaría Escrivá de Balaguer y Opus Dei

des catholiques — et c'est là spécialement triste et lamentable — qui interprétaient le sacrifice de ces fils de l'Église par amour de leur foi, comme s'il s'agissait d'activisme politique.

(4) Les activités de piété et le travail apostolique et public que ces congrégations développent en Espagne, sous la direction en grande partie des Pères Jésuites, sont dignes d'être relevées.

(5) L'*Opus Dei* est un Institut séculier fondé en 1928 par M. José Maria Escriva de Balaguer; il obtint l'approbation définitive du Saint-Siège en 1950.

(6) M. Fernando Martin-Sanchez, successeur de D. Angel Herrera à la présidence de la A.C.N. de P., a dit : « L'abstention n'est admissible en politique que lorsqu'elle est efficace, et sa difficulté pratique réside dans le dosage de son attitude » (*Ideas Claras*, Madrid, 1959, p. 109).

(7) Un fait qui nous semble digne d'être signalé, et que nous connaissons d'une lettre adressée par le Conseiller de l'*Opus Dei* à Washington au *Nieman Reports* (19 octobre 1959), est qu'aucun membre de l'*Opus Dei* en Espagne ne s'occupe de la censure dans les organismes chargés du contrôle de la presse.

Deux ans auparavant, le 12 juillet 1957, le Secrétariat du Conseiller de l'*Opus Dei* en Espagne avait démenti des informations de presse qui attribuaient à l'Institut des activités politiques; nous en copions ce qui suit :

« Quelques journaux de divers pays ont publié ces dernières semaines une nouvelle selon laquelle l'*Opus Dei* serait mêlé dans l'affaire d'une soi-disant information sur divers groupes et courants d'opinion existant en Espagne.

« A ce sujet, le Secrétariat du Conseiller de l'*Opus Dei* en Espagne déclare d'une manière formelle que ces nouvelles en tant qu'elles se réfèrent à l'*Opus Dei* sont absolument fausses et calomnieuses.

« L'*Opus Dei* est un Institut séculier de l'Église catholique, répandu actuellement dans trente pays; ses activités sont directement et exclusivement apostoliques, et en raison de son esprit même, il est en-dehors de toute politique dans tous les pays.

« Lesdites informations sont par conséquent démenties d'une manière énergique et explicite. Les points suivants sont expressément affirmés :

« 1) Ni l'*Opus Dei*, ni aucun de ses membres n'a fait usage ou diffusé de telles informations.

« 2) L'*Opus Dei* répudie non seulement les procédés de ceux qui se servent de ces moyens anonymes et clandestins, mais encore renie la conduite de ceux qui emploient ou provoquent n'importe quelle circonstance pour calomnier des institutions et des personnes.

« 3) L'*Opus Dei* se désolidarise expressément de n'importe quel groupe ou personne qui ferait usage du nom de l'Institut pour les fins de ses activités politiques. Les membres de l'*Opus Dei* jouissent sur ce terrain — comme d'ailleurs pour toutes leurs activités professionnelles, économiques et sociales — d'une liberté pleine dans le cadre de la morale chrétienne, exactement comme les autres catholiques; et cette morale les oblige à faire usage de moyens clairs et licites, en accord avec leur droite conscience. Ils agissent donc toujours comme des citoyens particuliers, et l'Institut ne participe d'aucune façon ni des mérites ni des fautes de leur conduite personnelle. »

« Madrid, le 12 juillet 1957. »

(8) On peut interpréter dans ce sens la nouvelle répandue il y a peu de temps par la presse, que les Supérieurs des religieux espagnols résidant à Cuba avaient signé une déclaration, motivée par quelques manifestations publiques mises en scène récemment contre l'actuel régime espagnol; nous en citons quelques paragraphes :

« Les soussignés, Supérieurs des religieux espagnols résidant à Cuba, désirent faire connaître la vérité au sujet de l'Espagne et de son Gouvernement; dans ce sens, ils croient devoir déclarer et ils déclarent devant l'opinion publique générale et, en particulier, devant les catholiques de Cuba et du monde entier, que :

« En accord avec notre profession, nous vivons éloignés de la politique active; mais nous ne sommes pas indifférents à la vérité ou à l'erreur à l'égard des problèmes espagnols qui concernent les droits de l'homme, la morale et l'Église.

« Depuis l'avènement de la République en 1931, une violente persécution religieuse se déchaîna sur l'Espagne; elle fut dénoncée principalement par deux « Déclarations Collectives » de l'Épiscopat espagnol, datées du 2 décembre 1931 et du 25 mai 1933, suivies par une Lettre Encyclique de Sa Sainteté Pie XI — *Dilectissima Nobis* — qui traite de l'injuste situation créée contre l'Église catholique en Espagne...

« Nous assurons que durant le gouvernement républicain-marxiste on violait en Espagne même les droits les plus élémentaires.

« Nous déclarons de même que durant les années dudit gouvernement on ignorait en Espagne la véritable et authentique liberté.

« Il n'y avait pas de liberté de presse, puisque des censures fréquentes frappèrent précisément la presse nationale de la plus haute conscience et de la plus grande diffusion.

« Il est manifeste qu'on ne respectait pas la propriété privée durant la domination républicaine-marxiste. Qu'on songe seulement aux preuves irréfutables que sont l'immense pillage du trésor religieux national, le grand vol de « l'or espagnol » et des bijoux — de propriété privée — qui étaient gardés dans les caves de la Banque nationale.

« Devant des atrocités aussi évidentes du gouvernement républicain-marxiste, le peuple espagnol et son armée se levèrent en armes en une guerre substantiellement religieuse que le pape Pie XI qualifia de Croisade nationale.

« Cette Croisade est à l'origine de l'État espagnol actuel, gouverné par un homme intégralement catholique, le général Francisco Franco Bahamonde.

« Nous reconnaissons avec satisfaction la parfaite intelligence entre l'Église catholique et le

Biblioteca Virtual Josemaría Escrivá de Balaguer y Opus Dei

présent État espagnol, fondée sur le Concordat signé il y a quelques années.

« Ces déclarations ne renferment aucun désir d'alimenter la polémique, mais veulent seulement offrir la vérité totale qu'on cherche si souvent à obscurcir; la vérité sur l'origine de la réalité actuelle de l'État espagnol qui est parfois injustement qualifiée et méconnue, pour le seul fait qu'elle est nettement catholique.

« Pour exprimer notre conformité avec les déclarations précédentes, nous les signons à La Havane, le 7 janvier 1960. »

Ce document fut signé par : le R. P. Aristonico Ursa, vice-provincial des PP. Clarétiens; P. José Mendizábal, provincial des PP. Franciscains; R. P. Cerefino Ruiz Rodriguez S. J., vice-provincial des PP. Jésuites; R. P. José Fomero, O. P., vicaire provincial des RR. Dominicains; R. P. Antonio de Vegamian, gardien provincial des PP. Carmélites; R. P. Emiliano Guezuraga, supérieur des PP. Trinitaires; R. P. Rafael Mercader, vicaire inspecteur des PP. Salésiens; R. P. Evaristo de Santa Gema, vice-provincial des PP. Passionnistes; R. P. Gregorio Subiñas, visiteur des PP. de Saint-Vincent-de-Paul; R. P. Antonio Parredon, vicaire provincial des Écoles Pies; Frère Pablo de la Cruz, provincial des frères Maristes; R. P. Antonio Medina, régent de l'Université de Saint-Thomas de Villanueva, des PP. Augustins; Fr. Auspicio Ochoa, supérieur des Frères Hospitaliers de Saint-Jean-de-Dieu; R. P. Antonio Gonzalez, supérieur des PP. Rédemptoristes.

Biblioteca Virtual Josemaría Escrivá de Balaguer y Opus Dei